

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:
Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Electrical & Electronics Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
6B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Services surveillance electronique	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-110018/C	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-110018	Date 2013-10-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HN-329-63514	
File No. - N° de dossier hn329.21120-110018	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-11-04	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dumaresq, Steve	Buyer Id - Id de l'acheteur hn329
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-3487 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Cette modification 001 est apportée pour répondre aux questions suivantes:**Question 1:**

Y a-t-il des conditions à respecter concernant l'endroit où les données seront hébergées si ce n'est l'exigence que ce soit en deux endroits séparés? Le cas échéant, quelles sont ces conditions?

Réponse 1:

Non. Aucune autre exigence ne s'applique l'emplacement réel des centres de données des soumissionnaires. Tel qu'il est indiqué dans l'énoncé de travail, les centres de données doivent se trouver dans deux régions géographiques différentes, de façon à réduire les risques d'incidence sur le service (exigence 1.3.1.4), et les soumissionnaires doivent recourir à des processus certifiés ISO 9000 pour gérer leurs centres de données. La proposition doit contenir des éléments de nature à corroborer les certifications ISO 9000 ou toute autre certification équivalente (exigence 1.3.1.3).

Question 2:

À quel moment doit débuter la prestation du service?

Réponse 2:

Le Service correctionnel du Canada (SCC) s'attend à recevoir son équipement de surveillance électronique en mars 2014. L'objectif est de réaliser les activités de formation et de vérifier les opérations avant le lancement du Programme pilote de surveillance électronique prévu en avril 2014.

Question 3:

Lors du projet pilote précédent, pendant combien de temps, en moyenne, un délinquant portait-il un dispositif de surveillance électronique?

Réponse 3:

En moyenne, un délinquant portait un dispositif de surveillance électronique pendant 74 jours.

Question 4:

Dans le cadre du présent projet pilote, pendant combien de temps, en moyenne, un délinquant devrait-il porter un dispositif de surveillance électronique?

Réponse 4:

Étant donné que chaque cas repose sur de nombreux facteurs, notamment les conditions établies par la Commission des libérations conditionnelles du Canada et l'évaluation des risques menée par l'équipe de gestion des cas, le SCC ne peut prévoir la durée moyenne pendant laquelle un délinquant devrait porter un dispositif.

Question 5:

Le barème de prix contient 3 éléments : le prix par dispositif par jour, l'indemnité quotidienne accordée au témoin expert, et le prix de chaque cours de formation supplémentaire. Ces éléments sont récurrents pour chacune des 3 périodes en cause. Comment ces éléments sont-ils combinés dans l'évaluation du prix?

Réponse 5:

Cette question sera répondu lors de la prochaine modification car les détails sont encore à préciser. Nos excuses.

Question 6:

(voir 2.2.1.1) Concernant le degré d'exactitude de 150 mètres (m) pendant 90 % du temps, sagit-il uniquement du signal cellulaire évoqué? De quelles situations géographiques est-il question?

Réponse 6:

Ce critère sera évalué dans le cadre du scénario d'essai no 7 sur le dispositif GPS et l'exactitude de la localisation assistée par GPS (voir p. 38 du document de démonstration et de scénarios d'essai). Le degré d'exactitude de 150 m pendant 90 % du temps sera mis à l'essai uniquement au moyen d'un signal cellulaire.

Le personnel du SCC placera 2 dispositifs de surveillance électronique fournis par le soumissionnaire dans une structure résidentielle en bois, plus précisément un dispositif en haut (à l'étage) et un dispositif en bas (dans le sous-sol), et les laissera pendant une période prédterminée. La mise à l'essai de l'exactitude, qui sera réalisée entre 9 h 30 (heure de l'Est) et 17 h 30 (heure de l'Est), comprendra 3 périodes d'une heure. Ces essais seront menés en Ontario, soit à Ottawa ou à Kingston.

Le personnel du SCC communiquera avec le soumissionnaire tout juste avant le début de l'essai de la localisation assistée par GPS afin de vérifier auprès de celui ci que les 2 dispositifs de surveillance électronique fonctionnent pleinement et recueillent à ce moment des données au moyen du réseau cellulaire plutôt que du système GPS.

TOUS LES AUTRES TERMES ET MODALITS DEMEURENT INCHANGES